

# Diversité des élevages porcins en Guadeloupe

## Première évaluation technico-économique

Marie-Françoise ZEBUS (1), Gisèle ALEXANDRE (2), Jean-Louis DIMAN (1), Jean-Luc PAUL (3),  
Édouard DESPOIS (2), Éric PHAËTON (4)

(1) INRA, Unité Agropédoclimatique de la Zone Caraïbe, 97170 Petit-Bourg, Guadeloupe.

(2) INRA, Unité de Recherches Zootechniques, 97170 Petit-Bourg, Guadeloupe.

(3) Université des Antilles et de la Guyane, Département d'Agronomie Tropicale, BP 592,  
97167 Pointe-à-Pitre, Guadeloupe.

(4) Syndicat des Éleveurs de Porcs de la Guadeloupe, Chambre d'Agriculture, Destrellan,  
97122 Baie-Mahault, Guadeloupe.

### Diversité des élevages porcins en Guadeloupe. Première évaluation technico-économique

L'élevage porcin concerne plus de 1 900 exploitations agricoles de la Guadeloupe (16 % du total). Le modèle technique inspiré par l'élevage métropolitain et importé à la fin des années 70, ne concerne que 2 % des élevages. Ces derniers sont caractérisés par une taille relativement modeste (20 à 70 truies-mères), une alimentation essentiellement industrielle et une conduite en bandes. Les autres éleveurs (98 % de l'effectif) entreprennent rarement la production porcine comme une activité agricole principale mais détiennent néanmoins plus de 81 % du troupeau de truies-mères. L'élevage porcin est mal connu principalement parce que la plupart des éleveurs n'ont pas d'enregistrements et sont dans l'informel. Dans le cadre d'une opération de modélisation de l'agriculture, une équipe d'économistes et de zootechniciens a entrepris d'identifier les systèmes d'élevage porcin existants grâce à une enquête légère auprès d'un échantillon raisonné d'agriculteurs. Après avoir présenté les différentes pratiques techniques et leurs variantes, le texte porte sur la caractérisation technico-économique des systèmes d'élevage identifiés : revenu, coût de production et temps de travail nécessaire. Dans le contexte d'information limitée caractérisant la Guadeloupe, cette première étude aboutit à une évaluation technico-économique qui devra être discutée et certainement validée par des suivis d'élevage. Cependant le niveau de revenu dégagé par les types d'élevage de moins de 20 truies-mères confirme leur importance dans la pérennité des nombreuses exploitations agricoles concernées. Ceci allié au fait qu'ils assurent plus de 40 % de l'approvisionnement du marché guadeloupéen en viande fraîche les désigne comme une cible pour la recherche et le développement.

### Diversity of pig farming systems in Guadeloupe. First technical and economic appraisal

In Guadeloupe, a French overseas department, there are more than 1 900 pig farms (16% of the total number of farms). The technical model imported from France at the end of the seventies concerns only 2% of the pig farms. The latter are characterised by a relatively modest size (20-70 breeding sows), essentially industrial feed, and batch systems of rearing. Even if the other pig owners (98% of the total) never undertake pig farming as a main activity, they own 81% of the breeding sow herd. Pig farming is not well known because the majority of the farmers do not keep records and use informal channels. In the aim of modelling agriculture, a team composed with economists, animal production specialists and technicians, decided to identify the various pig farming systems with a rapid appraisal of a sample of pig farmers chosen for their herd size, geographical location and the overall type of farming. After the presentation of the various practices observed, the text deals with the technical and economic characteristics of the pig farming systems identified (mainly income, operating costs and labour). In the context of scarce information characterising Guadeloupe, these first results have to be discussed and validated with pig farm monitoring. Nevertheless, the small and medium pig farms proved to play a significant role in the timelessness of the farms concerned because of their added value and their flexibility. Moreover, they provided more than 40% of the consumption of fresh meat. Therefore, the development policy has to integrate this diversity of situations in order to be sustainable.

## INTRODUCTION

En Guadeloupe, l'élevage constitue une des voies de diversification de l'agriculture depuis une cinquantaine d'années. L'élevage porcin dit « moderne », « professionnel » ou « intensif », promu dans les années 70, s'inspire de l'élevage développé en France hexagonale. Il s'agit d'un véritable paquet technologique et organisationnel monopolisant les ressources publiques pour le développement, l'encadrement, la formation, le crédit, voire la recherche. C'est en cela le modèle dominant (MD). Les autres élevages sont généralement assimilés à un élevage domestique traditionnel symbolisé par des porcs de race créole, nourris de résidus agricoles et ménagers, et logés de façon rudimentaire. Ces élevages, non encadrés par les agents du développement agricole sont ignorés et peu connus. En ce qui concerne ceux du MD, la GTE est seulement en cours d'installation. Aussi, devant l'insuffisance ou l'absence des données et dans le cadre d'un projet de modélisation de l'agriculture guadeloupéenne, les différentes conduites d'élevage porcin ont dû être identifiées grâce à une enquête exploratoire menée en 2001.

Dans un premier temps les caractéristiques des élevages et des pratiques des éleveurs seront présentées dans leur diversité. Puis les systèmes d'élevage identifiés seront décrits du point de vue technico-économique puis comparés pour un nombre réduit de critères.

## 1. MATÉRIEL ET MÉTHODE

La population étudiée est celle des 680 bénéficiaires de la récente réforme foncière, parmi lesquels 105 détenaient au moins un porc en 2000-2001, selon les estimations des techniciens de la réforme foncière. Un échantillon de 20 % de ces exploitations, soit une vingtaine, a été sélectionné selon la taille de leur troupeau, leur localisation et leur orientation productive. L'enquête, réalisée lors de une ou deux visites, portait principalement sur les stratégies de reproduction, d'alimentation et de commercialisation et sur la place de l'atelier porcin dans l'exploitation. Des informations complémentaires sur l'alimentation ont été fournies par des travaux dirigés d'étudiants. Les données ont été analysées par des économistes agricoles et des zootechniciens. Les résultats ont été discutés grâce à l'expertise des deux techniciens de la filière, chargés de la GTTT et intervenant ponctuellement auprès des petits élevages.

La caractérisation du modèle dominant repose sur les références du Syndicat des Éleveurs de Porcs de la Guadeloupe (SEPG), péchant par un caractère parfois plus normatif que descriptif et par l'absence de certaines variables. Les écarts avec nos enquêtes nous ont conduits à combiner les sources d'information disponibles. Les coûts (achat de reproducteurs, alimentation, santé, équipement et bâtiment...) proviennent du SEPG. Les indicateurs zootechniques ont été estimés à partir de la base de données de la GTTT (INSTITUT TECHNIQUE DU PORC et INRA URZ, 2002) et des observations des techniciens. Les enquêtes ont servi non seulement à comprendre le fonctionnement réel des ateliers, y compris dans leur variété, mais aussi à discuter les informations provenant

d'autres sources. Les résultats exposés concernent l'ensemble du territoire.

Les données collectées étaient incomplètes et moins précises pour les éleveurs non spécialisés, lesquels n'ayant le plus souvent aucun enregistrement pour l'atelier porcin. Il a donc fallu avoir recours à des simulations pour reconstituer les termes de la productivité des systèmes d'élevage correspondants, les techniciens spécialisés éclairant certains éléments de fonctionnement. Cette méthode associant les dires d'experts, les données bibliographiques et les enquêtes a été mise au point dans le contexte d'information limitée caractérisant la Guadeloupe (DIMAN et al, 2000).

## 2. DIVERSITÉ DES CARACTÉRISTIQUES ET DES PRATIQUES

### 2.1. Taille des élevages porcins en Guadeloupe et échantillon enquêté

En ce qui concerne les 17 naisseurs-engraisseurs enquêtés, les 10 élevages ayant au plus quatre truies s'opposent aux trois élevages ayant plus de 40 truies. Il existe quatre élevages de taille moyenne (6 à 12 truies). Il y a en outre trois élevages d'engraisseurs, sans truie donc, ayant au plus un verrat et moins de cinq porcelets.

Le recensement agricole de 2000 (SCEES, 2001) publié après l'étude a validé la représentativité de l'échantillon en termes de taille du troupeau, en particulier l'importance numérique des élevages de taille moyenne. En effet, selon ce recensement, il y avait en Guadeloupe 1 933 exploitations agricoles ayant des porcs (16 % du total). Moins de 2 % des élevages avaient plus de 20 truies-mères, ils concentraient 19 % du troupeau de truies-mères. D'après les techniciens spécialisés, il s'agissait essentiellement des élevages du modèle dominant, le seuil d'adhésion au syndicat des éleveurs de porcs étant de 25-30 truies. En revanche, 90 % des élevages recensés avaient trois truies-mères au plus, et représentaient plus de la moitié du nombre total de truies-mères. Par ailleurs, les élevages de 4 à 19 truies-mères (8 % des élevages) représentaient 24 % du troupeau de truies-mères.

On a convenu d'appeler les élevages de moins de 20 truies les « élevages petits et moyens » (EPM). La taille de la plupart d'entre eux change d'une année sur l'autre selon la disponibilité des ressources, principalement le temps de travail et les aliments.

### 2.2. Bâtiments et équipement

Les bâtiments des trois grands élevages sont les seuls à respecter la plupart des normes techniques en vigueur dans la région (4 600 €/truite productive). Pour les autres élevages, les investissements toujours modestes ne nécessitent pas le recours au crédit et mobilisent l'entraide. Les combinaisons sont variées entre l'absence ou la présence de toit, un sol en terre battue ou une dalle de béton, des cloisons allant de tôles usagées aux parpaings. Dans cinq élevages, au moins une partie des animaux est attachée à l'air libre. L'amortissement correspondant s'étend de 0 à 76 €/truite contre 216 €/truite pour le MD.

### 2.3. Ressources génétiques : races utilisées

La race créole se caractérise par sa rusticité (RINALDO, 2000) et par la qualité de sa viande (RENAUDEAU et al, 2003). Depuis les années soixante, des races exotiques (Large White, Landrace, Piétrain et DRX) ont été introduites pour surmonter les faibles qualités d'engraissement et de reproduction de la race créole.

Les trois plus grands élevages enquêtés ont exclusivement des races exotiques (tableau 1).

Sept des 20 éleveurs enquêtés ont déclaré n'avoir que des animaux de la race créole. Ce nombre est peut-être surestimé car les éleveurs se fient souvent abusivement aux caractéristiques phénotypiques (couleur, maigreur, etc.). Il y a cinq élevages petits ou moyens n'ayant que des races exotiques. Les cinq autres élevages ont été classés dans une catégorie « mixte » du point de vue génétique (croisés mélangés ou non à des animaux purs). Il n'est pas toujours possible à ce stade d'identifier l'existence de véritables politiques génétiques dans les EPM.

### 2.4. Conduite de reproduction

Seuls les trois élevages les plus grands sont organisés en bandes et impliqués dans une GTT (conditions d'admission dans le syndicat de producteurs). Aucun éleveur n'utilise l'insémination artificielle. En revanche, la pratique des échanges de verrats est très répandue dans les EPM, ces prestations étant payées en espèces ou en nature (porcelet).

### 2.5. Couverture sanitaire

Dans les trois grands élevages, la couverture sanitaire correspond aux prescriptions locales ; à l'inverse, 5 agriculteurs n'administrent aucun médicament (avec des configurations contrastées de taille et de race). Par ailleurs, le recours au vétérinaire est rare, au maximum une fois par an, sans corrélation avec le type d'élevage. Cependant, dans leur majorité, les éleveurs pratiquent systématiquement la vermifugation, qui semble s'imposer comme la couverture sanitaire de base. Quelques-uns ont déclaré administrer du fer, voire d'autres médicaments, dont des produits traditionnels. Les dépenses annuelles correspondantes s'étalent de 0 à 40 €/trurie pour les EPM et 80 €/trurie pour le MD.

### 2.6. Stratégie alimentaire

Il n'a jamais existé en Guadeloupe de production alimentaire sur l'exploitation pour les porcins. En revanche, les résidus agricoles ont toujours été utilisés. Ce sont actuellement principalement les écarts de triage de banane d'exportation, les résidus maraîchers, des fruits, voire des cannes à sucre. Les autres résidus sont les eaux grasses de la maisonnée, éventuellement celles de restaurants ou de boulangeries. L'utilisation d'aliments du commerce s'est beaucoup développée avec l'élevage intensif depuis la fin des années 1970. Il s'agit principalement d'aliments industriels complets directement importés ou fabriqués localement à partir de matières premières importées, et distribués sur tout le territoire. Nous avons également observé l'utilisation d'autres aliments industriels : farine et brisures de riz, son, mélasse.

Quatre des élevages enquêtés, les trois plus grands et un moyen, utilisent essentiellement des aliments concentrés. Deux éleveurs donnent exclusivement des résidus : il s'agit d'élevages de très petite taille utilisant la race créole. Tous les autres associent des aliments achetés et des résidus. Sept d'entre eux distribuent des eaux grasses. Au sein de ces élevages à régime mixte, l'utilisation d'aliments industriels peut ne concerner qu'un seul type d'animaux (truies gestantes, truies allaitantes ou porcs à l'engraissement) ou être saisonnière. Seuls 2 EPM utilisent au moins trois types de concentrés, les 12 autres n'utilisant qu'une seule formule, en général d'engraissement. Si les grands élevages suivent généralement les prescriptions en vigueur, les doses quotidiennes de concentré varient beaucoup d'un EPM à l'autre et ont été classées en trois niveaux (au plus 1 kg/trurie et/ou 0,35 kg/porc à l'engraissement ; 1,5 à 2 kg/trurie ; plus de 2,5 kg/trurie). Les dépenses alimentaires annuelles s'étalent ainsi de 150 à 430 €/trurie pour les EPM contre 1 760 €/trurie pour le MD.

### 2.7. Main d'œuvre mobilisée

Tous les éleveurs s'occupent personnellement de l'élevage porcine. Les trois plus grands font appel également à des salariés alors que les EPM utilisent exclusivement de la main d'œuvre familiale. Le temps de travail déclaré est très variable (50 à 230 h par an et par trurie), y compris au sein des élevages du MD. Cette grande dispersion des réponses est à attribuer d'une part à la difficulté pour un agriculteur d'estimer lors d'une enquête ponctuelle une donnée non enregistrée, difficulté accrue pour une activité résiduelle dans

**Tableau 1** - Races porcines utilisées (nombre d'élevages enquêtés)

Nombre de truies (au jour de l'enquête)	Tout Créole	Tout Exotique	Mixte	Total
> 40	0	3	0	3
6-12	1	2	1	4
1-4	5	2	4	11
0	1	1	0	2
Total	7	8	5	20

le cas des EPM, et d'autre part au fait que les éleveurs ont une marge de manoeuvre importante quant aux ressources allouées à de petits élevages.

## 2.8. Commercialisation (figure 1)

La vente à la grande distribution est réservée de fait aux éleveurs du MD, dont les trois grands élevages enquêtés, par la réglementation et la taille nécessaire à une régularité des ventes. Les prix varient alors en fonction du détaillant (10-15 %) et semblent stables. L'unique maquignon servant d'intermédiaire pour la plupart de ces relations joue ainsi un rôle crucial dans la filière.

L'abattage sur l'exploitation et la vente directe permettent à nombre d'éleveurs de bénéficier de toute la valeur ajoutée possible sur l'animal par la vente au consommateur final et la valorisation des sous-produits (boudin, abats et tête). Il permet également d'avoir des liquidités. Le prix de vente de la viande, qui ne dépend pas du morceau, est le double de celui du circuit officiel. Bien que jouissant d'une légitimité sociale indéniable, ce mode de mise en marché contrevient à la loi, l'abattage à la ferme étant légalement réservé à l'autoconsommation (ZÉBUS et al, 2004). Certains vendent aussi des porcelets sevrés. Les prix sont exceptionnellement fixes dans le temps et l'espace : en 2001 l'équivalent de 40 ou 50 F par kilo de viande (6,1-7,6 €/kg) et 500 ou 600 F par sevré (76,3-91,5 €/tête).

## 3. SYSTÈMES D'ÉLEVAGE IDENTIFIÉS

Malgré une distinction très nette en termes de taille et de fonctionnement entre les élevages de grande taille et les EPM, des différences significatives au sein de ces derniers ont permis d'y distinguer plusieurs types (tableau 2).

Le type « modèle dominant » a été créé avec la promotion de l'élevage porcin dans les années 1970. Ces élevages ont

la productivité numérique la plus élevée (tableau 2). Leurs produits empruntent les circuits officiels (abattoir...) pour être vendus finalement aux grandes surfaces. Il s'agit généralement d'agriculteurs à temps plein, souvent éleveurs porcins spécialisés ; ils ont au moins un salarié. Ils sont enregistrés et bénéficient d'un encadrement technique et financier. Ils sont les seuls à avoir des bâtiments équipés et spécialisés, bien que sans alimentation automatique et rarement avec des silos. Ils utilisent essentiellement des races spécialisées dans des troupeaux comprenant plus de 20 truies. L'alimentation, différenciée selon le stade physiologique des animaux (au minimum six formules), y est essentiellement d'origine industrielle. Ils appliquent les prescriptions sanitaires en vigueur. Les trois cas observés sont des naisseurs-engraisseurs à l'image de la plupart des élevages du MD en Guadeloupe, conformément aux orientations récentes de la filière officielle. Les enquêtes laissent à penser qu'il existe des variantes en termes de conduite (degré d'intensification, modes de commercialisation) que seule une enquête approfondie permettrait de caractériser.

Ces élevages ont des performances techniques bien inférieures à celles de leurs homologues de la métropole (INSTITUT TECHNIQUE DU PORC, 2002). Leur productivité numérique moyenne de 18,6 sevrés/truie productive, inférieure de 7 points à la moyenne nationale de 2001, est équivalente au niveau national de la fin des années 1970. Cependant, certains éleveurs ont déjà un niveau supérieur à 21 sevrés/truie productive. Le coût de production de la viande est deux fois plus élevé qu'en métropole (faible productivité numérique et coût élevé des intrants importés). Cependant le prix du porc charcutier, plus que deux fois supérieur au prix moyen pratiqué en métropole (INSTITUT TECHNIQUE DU PORC, 2002), permet à ces éleveurs de dégager une marge bénéficiaire malgré une taille de troupeau relativement modeste (tableau 2). Par ailleurs, la variabilité intra-annuelle et interannuelle des prix accordés aux producteurs guadeloupéens est négligeable, contrairement à

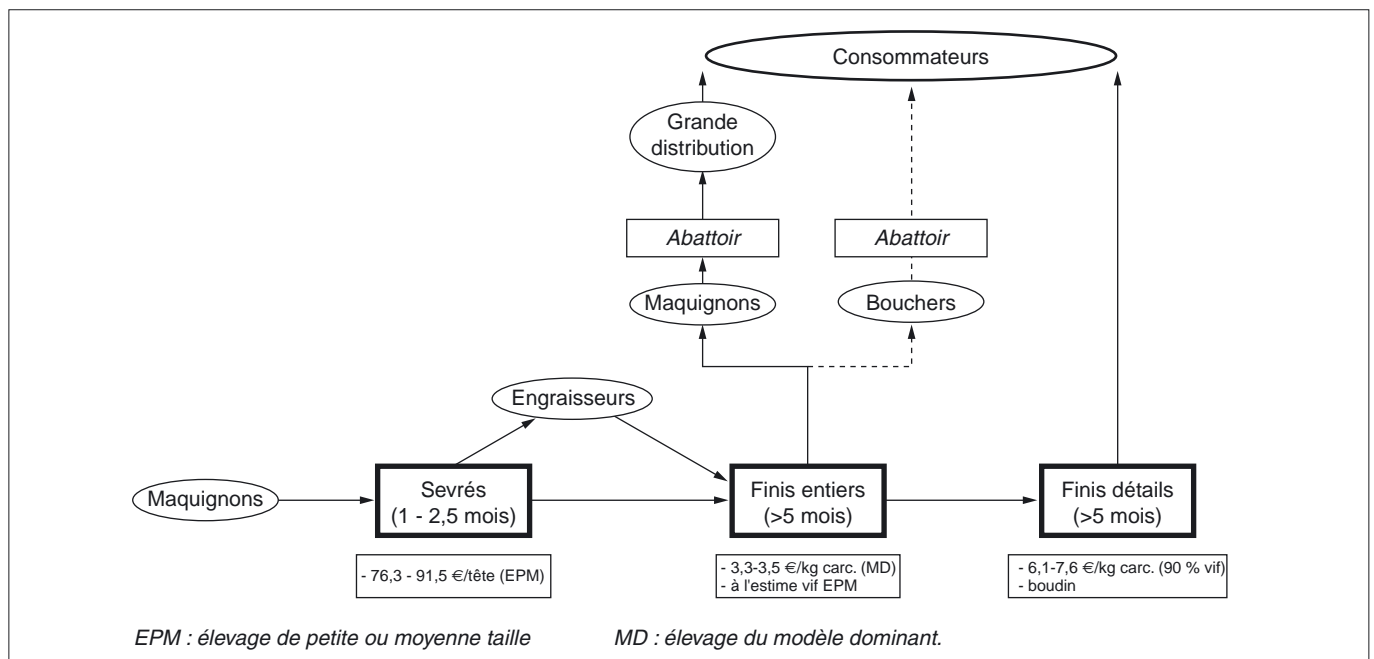


Figure 1 - Circuits de commercialisation

**Tableau 2** - Caractéristiques technico-économiques des systèmes d'élevage porcin observés

	« Modèle Dominant » (MD)	Elevages Petits et Moyens (EPM)			
		« EPM Intensif »	« Elevage moyen »	« Très petit élevage »	« Engraisseur traditionnel »
Nb. d'exploitations enquêtées	3	2	5	4	3
Taille (T : truies)	19 à 76 T	2 à 5 T	3 à 10 T	1 à 2 T	4 cochons par an
Races	spécialisées	mixtes ou spécialisées	mixtes	créole	mixtes ou pures
Alimentation :					
Résidus	néant	bananes produites	bananes achetées	variés	variés
Concentrés achetés :					
Animaux concernés	troupeau entier	troupeau entier	troupeau entier	engraissement	engraissement
Nb. de formules utilisées	0	1 à 3	1 à 4	1	1
Doses	> 6 élevé	moyen	faible	faible	faible
Prix de vente moyen (€/kg carcasse)	3,35	←	6,86	→	
Résultats par unité	Unité :	1 truie par an		→	4 cochons par an
Main d'œuvre (h)	50	160	110	230	125
Charges opérationnelles (travail exclus, €)	2 240	710	490	590	600
Nb. de petits sevrés	13	*8	*7	*8	
Nb. de porcs charcutiers	12	7	3	8	4
Production carcasse (kg)	780	380	140	380	180
<b>Valeur ajoutée (€)</b>	<b>480</b>	<b>2 740</b>	<b>1 070</b>	<b>2 500</b>	<b>610</b>
Bénéfice (valeur ajoutée – travail**, €)	90	1 570	250	750	- 320
Valeur ajoutée totale (€)	9 120	5 480	3 210	2 500	610
	36 680	13 700	10 700	5 000	

\* différences non significatives vu la précision des données collectées.

\*\* coût total du travail estimé au SMIC horaire.

la situation nationale. En outre, ils ont pour la plupart la possibilité de valoriser les reproducteurs de réforme à un prix particulièrement élevé dans le circuit informel.

Les quatre systèmes d'EPM caractérisés sont « EPM intensif », « Elevage moyen », « Très petit élevage », « Engraisseur traditionnel » (tableau 2). La location des services de verrat, objectif principal de deux éleveurs enquêtés, n'a pu être caractérisée faute de données. Ces systèmes d'élevage sont pour la plupart complètement informels (ZEBUS et al, 2004). Certains d'entre eux reçoivent cependant le soutien informel et ponctuel d'un des deux techniciens spécialisés. Les EPM servent avant tout à fournir un complément de revenu et de viande au ménage et à valoriser les résidus de culture. Ces éleveurs sont généralement à la fois naisseurs et engraisseurs : la vente de porcelets sevrés procure des liquidités utilisées en partie en dehors de l'élevage et en partie dans l'achat de concentrés pour l'engraissement des porcelets gardés. L'engraissement est très rentable car lié au circuit de commercialisation informel (tableau 2). La mise en marché est plutôt conditionnée par les besoins monétaires de l'éleveur et les ressources disponibles, contrairement au MD où elle résulte d'une optimisation technico-économique. Les investissements nécessaires sont faibles et ne requièrent jamais de recours au crédit. Le logement est varié mais rudimentaire, depuis l'attache des animaux à l'air libre jusqu'aux enclos

construits en entraide. Les pratiques sanitaires sont rudimentaires.

Les « EPM intensifs » combinent une technicité élevée (provenant de formations ou d'une ancienne expérience dans le modèle dominant) similaire à celle du MD (comme eux 15 porcelets par truie productive, mais avec plus de truies non productives) avec les avantages de la production plus traditionnelle : prix élevés, investissements relativement faibles, multifonctionnalité, animaux croisés rustiques. Ils engraisent la plupart de leurs porcelets sevrés. L'alimentation combine des doses moyennes de concentré avec des écarts de triage de banane. Les pratiques sanitaires sont intermédiaires.

Les « Elevages moyens » vendent plus de la moitié des porcelets au moment du sevrage. L'alimentation est mixte mais avec moins de concentré que les « EPM intensifs ». Le plus grand troupeau observé comprend 10 truies. Des problèmes de gestion du temps dans ces exploitations diversifiées semblent limiter leur objectif apparent de maximisation de la productivité numérique (seulement 6,8 sevrés/truie).

Les autres naisseurs-engraisseurs ont un ou deux truies. La taille et les performances de chacun de ces « très petits élevages » semblent varier avec les ressources disponibles (tra-

vail et résidus de récolte) et les besoins monétaires. La ration alimentaire mixte associe une grande variété de résidus dont parfois des eaux grasses, souvent avec un aliment commercial (tableau 2). Les cinq agriculteurs enquêtés ont tous des porcs créoles, vraisemblablement pour leur rusticité, logés de la manière la plus rudimentaire.

Les « engraisseurs traditionnels » dérivent de l'élevage domestique traditionnel convertissant les sous-produits ménagers et agricoles en viande pour l'autoconsommation et secondairement pour le revenu monétaire. Ce dernier objectif a pris de l'importance depuis lors. Le régime alimentaire est similaire à celui des « très petits élevages ». Nous n'avons pu distinguer de préférences en termes de race, peut-être à cause de la dépendance par rapport à l'offre de porcelets sevrés. Nous avons considéré pour les calculs que le propriétaire abat quatre porcs dans l'année. C'est le seul système d'élevage à présenter un bénéfice négatif après prise en compte du coût de la main d'œuvre (tableau 2). S'il ne s'agit pas d'une surestimation du temps de travail, ce résultat est compatible avec l'utilisation d'un travail marginal et l'existence d'objectifs non économiques.

Les types d'EPM pratiquant le naisage ont tous une valeur ajoutée par truie supérieure à celle du MD (tableau 2) mais avec des effectifs beaucoup plus faibles. Cependant, il est frappant de noter que la valeur ajoutée totale du type « EPM intensif » est très proche de celle du MD en l'état actuel des estimations. Deux hypothèses peuvent expliquer leur coexistence. Les EPM sont limités en taille, d'une part, par les ressources du ménage en travail et en aliments gratuits, d'autre part, par le volume commercialisé tributaire du mode de commercialisation : la vente ne peut être trop visible car illégale et le marché relativement étroit se limite au voisinage. Par ailleurs, il n'y a pas de promotion de ces modèles, marginaux tant pour la politique officielle que dans l'activité et le revenu des personnes s'y consacrant.

La production de viande du MD et des EPM a été estimée respectivement à 630 tonnes et 450 tonnes, en considérant que les EPM les plus nombreux avaient un rendement de carcasse égal à celui des « EPM moyens » et compte tenu de leur importance relative selon le recensement agricole. Ceci conduit à une production totale de 1 100 tonnes, ce qui représente la principale source de viande fraîche et 25 à 31 % de la consommation apparente du département.

## CONCLUSION

Cette première étude a mis en évidence la diversité des systèmes d'élevage porcin en termes de taille, de fonctionnement, de performances et d'insertion dans la filière porcine. La spécificité des exploitations de la réforme foncière interdit l'extrapolation de la typologie construite : créées pendant une période courte, avec une surface individuelle identique (double de la moyenne départementale), sur une partie du territoire, elles bénéficient d'une assistance technique bien supérieure à la moyenne. Cependant, vu la relative homogénéité de cette population, le diagnostic de diversité est valide pour l'ensemble du territoire.

L'importance socio-économique significative des élevages petits et moyens (EPM) représentant 81 % du troupeau de truies, 98 % des élevages et 40 % de la production locale, interdit de les considérer comme de simples reliques du passé. Ils consolident les systèmes d'activité grâce à leur valeur ajoutée et leur flexibilité élevées alors que les élevages du modèle dominant (MD) sont fragilisés par leur dépendance financière, la spécialisation des éleveurs, leur dépendance par rapport au reste de la filière et les problèmes récurrents d'organisation de cette dernière. Nous avons démontré par ailleurs les avantages de ces EPM en termes de durabilité (ZÉBUS et al, 2003).

Il s'agit donc de prendre en compte cette diversité de situations dans les politiques de développement agricole et rural, ce qui signifie par exemple le raisonnement enfin au niveau des systèmes de production au lieu de la seule filière porcine officielle, l'élaboration d'une pluralité de modèles techniques, une politique d'encadrement appropriée et la définition de voies de normalisation des EPM préservant leurs principaux atouts.

Pour cela, ce premier diagnostic doit être validé et approfondi, notamment par des suivis d'élevage.

## REMERCIEMENTS

Remerciements aux agriculteurs de la réforme foncière et aux techniciens de la SAFER Guadeloupe. Cette étude est réalisée dans le cadre de deux programmes de recherche de l'INRA - MICA (Modèles intégrés pour les agricultures caribéennes) et « Valorisation des races locales » - soutenus financièrement par l'Union Européenne et la Région Guadeloupe.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- DIMAN J.-L., HENRI F., PAUL J.-L., ZÉBUS M.-F., 2000. Caractérisation économique et technique des activités agricoles en Guadeloupe pour la modélisation (MICA). INRA APC, UAG DAT, Petit-Bourg, 49p.
- INSTITUT TECHNIQUE DU PORC, 2002. Evolution des résultats sur 25 ans : GTTT, GTE, GTE-TB., [en ligne]<<http://www.itp.asso.fr/eco/restro.htm>>, Paris.
- INSTITUT TECHNIQUE DU PORC, INRA URZ, 2002. Résultats annuels GTTT (Département 971 - Guadeloupe) (1999-2001), Document de travail, INRA, Petit-Bourg.
- RENAUDEAU D., HILAIRE M., WEISBECKER J.L., MOUROT J., 2003. Journées Rech. Porcine, 35, 243-250.
- RINALDO D., 2000. V<sup>ème</sup> Congr. Iberoam. Razas Autoctonas y Criollas, La Havane, 250-256.
- SCEES, 2001. Recensement Agricole 2000. L'Essentiel. Départements d'outre-mer. Ministère Agriculture et Pêche, Paris, Cd-Rom.
- ZEBUS M.-F., ALEXANDRE G., DIMAN J.-L., DESPOIS E., XANDE A., 2004. Cah. Agr., 13(3), 263-270.
- ZEBUS M.-F., DIMAN J.-L., ALEXANDRE G., DAUPHIN N., 2003. 6<sup>th</sup> Int. Livest. Farming Syst. Symp. Benevento (Italie), 6p.